



AIXAM



Projet Aixam sur le site GCA à Andancette (26)

Porté à connaissance



Rapport n°111019/version A – 23 juin 2021

Projet suivi par Basile GIDROL – 06.15.03.14.86 – basile.gidrol@anteagroup.fr

109 rue des Mercières
69140 RILLIEUX LA PAPE
www.anteagroup.fr/fr

Fiche signalétique

Projet Aixam sur le site GCA à Andancette (26) Porté à connaissance

Maître d'Ouvrage	SITE
------------------	------

Aixam

AIXAM MEGA
Route Nationale 7
38150 CHANAS Cedex

Site Groupe Charles André
Rue des usines
26140 Andancette

Romain DUMONT
Directeur Administratif et Financier
Group CFO
r.dumont@aixam-mega.fr
Mob : 06 46 38 55 26

RAPPORT D'ANTEA GROUP

Responsable du projet Basile GIDROL

Interlocuteur commercial Basile GIDROL



Implantation de Lyon
Implantation chargée du suivi du projet 04.37.85.19.60
secretariat.lyon-fr@anteagroup.com

Rapport n° 111019

Version n° A

Votre commande et date Bon pour accord du 13/04/2021

Projet n° RHAP210317

	Nom	Fonction	Date	Signature
Rédaction	Basile GIDROL	Chef du projet	Juin 2021	
Vérification	Basile GIDROL	Chef du projet	Juin 2021	
Approbation	Florent DESCHARMES	Superviseur du projet	Juin 2021	

Suivi des modifications

Indice Version	Date de révision	Nombre de pages	Nombre d'annexes	Objet des modifications
A	23/06/2021	20	3	Etablissement du rapport

Sommaire

Résumé non technique	6
1. Contexte et objectif de l'étude.....	7
2. Présentation et analyse de l'existant	8
2.1. Descriptif du site (projet Aixam)	8
2.2. Documents et informations transmis par le client.....	10
2.2.1. Synthèse des études réalisées	10
2.2.2. Projet ou usage futur	10
3. Conformité avec les servitudes	12
3.1. Restrictions d'usage du sol	12
3.2. Couverture des sols	12
3.3. Dispositifs d'infiltration des eaux pluviales	13
3.4. Servitude de restriction d'usage des eaux souterraines	15
3.5. Travaux et aménagements.....	15
3.6. Mise en place de canalisation d'eau potable	16
3.7. Servitudes d'accès et de préservation du réseau de surveillance des eaux souterraines	17
3.8. Servitudes d'accès à l'emprise de la décharge	17
3.9. Mutation, mise à disposition des parcelles – information des parties prenantes.....	18
4. Conclusions.....	19

Table des figures

Figure 1 : localisation de la zone d'étude sur fond de photographie aérienne (source : géoportail).....	8
Figure 2 : plan parcellaire sur fond de photographie aérienne (source : géoportail).....	9
Figure 3 : localisation des différentes anomalies sur les sols mises en évidence lors des diagnostics réalisés sur le site (1999-2021) - ne sont présentées ici que les anomalies résiduelles suite aux travaux de réhabilitation de 2019.	14

Table des tableaux

Tableau 1 : référence cadastrale de la zone d'étude	9
-----------------------------------------------------------	---

Table des annexes

Annexe 1 : Abréviations générales

Annexe 2 : Arrêté préfectoral n°26-2019-06-28-004 du 28 juin 2019

Annexe 3 : Plan masse du projet d'aménagement

Résumé non technique

CONTEXTE	
Maitre d'Ouvrage	AIXAM
Adresse du site	Site Groupe Charles André Rue des usines 26140 Andancette
Contexte	Projet d'implantation de la société Aixam sur une partie de l'ancien site industriel Saint Gobain Pont-à-Mousson à Andancette (26), soumis à servitudes d'utilité publiques par arrêté préfectoral. Un porté à connaissance est demandé par la DREAL pour présenter les mesures qui seront prises pour rendre les travaux et l'exploitation du site compatible avec le contenu des servitudes.
Projet	Construction de 2 bâtiments d'assemblage de véhicules électriques sans permis Aménagements extérieurs : voiries, parkings, piste d'essais, espaces verts
RESULTATS	
Mesures envisagées par Aixam	<p>Le projet d'aménagement porté par Aixam est compatible avec cette servitude. Pour ce faire, Aixam prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le recouvrement de l'ensemble du site par des matériaux d'apport sains (conformes à l'AM du 12/12/2014 et exempts d'amiante) placés sur un géotextile de séparation ; • La vérification de la qualité de ces matériaux d'apport (AM du 12/12/2014 et amiante) • L'entretien de ces recouvrements ; • La réutilisation sur site de l'ensemble des terres excavées et leur confinement sous une couche de recouvrement (géotextile et matériaux d'apport sains) ; • La réalisation des travaux de terrassement selon des procédures spécifiques de sécurité et de protection de la santé des travailleurs notamment du fait de la présence potentielle d'amiante dans les sols ; • La réalisation d'un dossier de récolement détaillant les travaux de terrassement et de réutilisation des matériaux réalisés ; • La mise en place des dispositifs d'infiltration des eaux pluviales le long de la bordure nord du site, où la qualité des sols est compatible avec de tels aménagements ; • La mise en place des canalisations d'eau potable dans des matériaux d'apport sains ; • De maintenir en bon état les ouvrages du réseau de surveillance des eaux souterraines implantés sur le périmètre concerné ("Pz1bis" et "Puits du site") et de laisser un accès libre et permanent à ces ouvrages

1. Contexte et objectif de l'étude

La société Aixam a pour projet l'acquisition d'un tènement et son aménagement pour la construction d'un site de production de véhicules électriques sans permis sur un terrain appartenant aujourd'hui à la société Groupe Charles André. Du fait de son passif industriel (Saint-Gobain-PAM), ce terrain est aujourd'hui soumis à des servitudes définies dans l'arrêté préfectoral n°26-2019-06-28-004 du 28 juin 2019.

Cet AP est présenté en Annexe 2.

La DREAL souhaite que l'aménagement et les modalités d'exploitation du site soient compatibles avec ces servitudes.

Le présent Porté A Connaissance destiné à la DREAL a pour objectif de présenter les caractéristiques du projet d'aménagement ainsi que les mesures qui seront mise en œuvre pour être en conformité avec ces servitudes.

2. Présentation et analyse de l'existant

2.1. Descriptif du site (projet Aixam)

Le site étudié est situé dans la Drôme (26), sur le territoire de la commune d'Andancette, rue de l'Usine. D'une superficie de 4,1 ha environ dont une partie bâtie, il est inscrit dans le périmètre du terrain appartenant à la société Groupe Charles André. Cette société, spécialisée dans la logistique de véhicules neufs, a par ailleurs déjà aménagé une partie du site pour le rendre compatible avec son besoin de stocker les véhicules. En effet, du géotextile surmonté d'une couche d'environ 20 cm de concassé 0/80 mm a été mis en place sur une partie du site pour recouvrir les sols sous-jacents et supprimer leur contact ou l'envol de poussières.

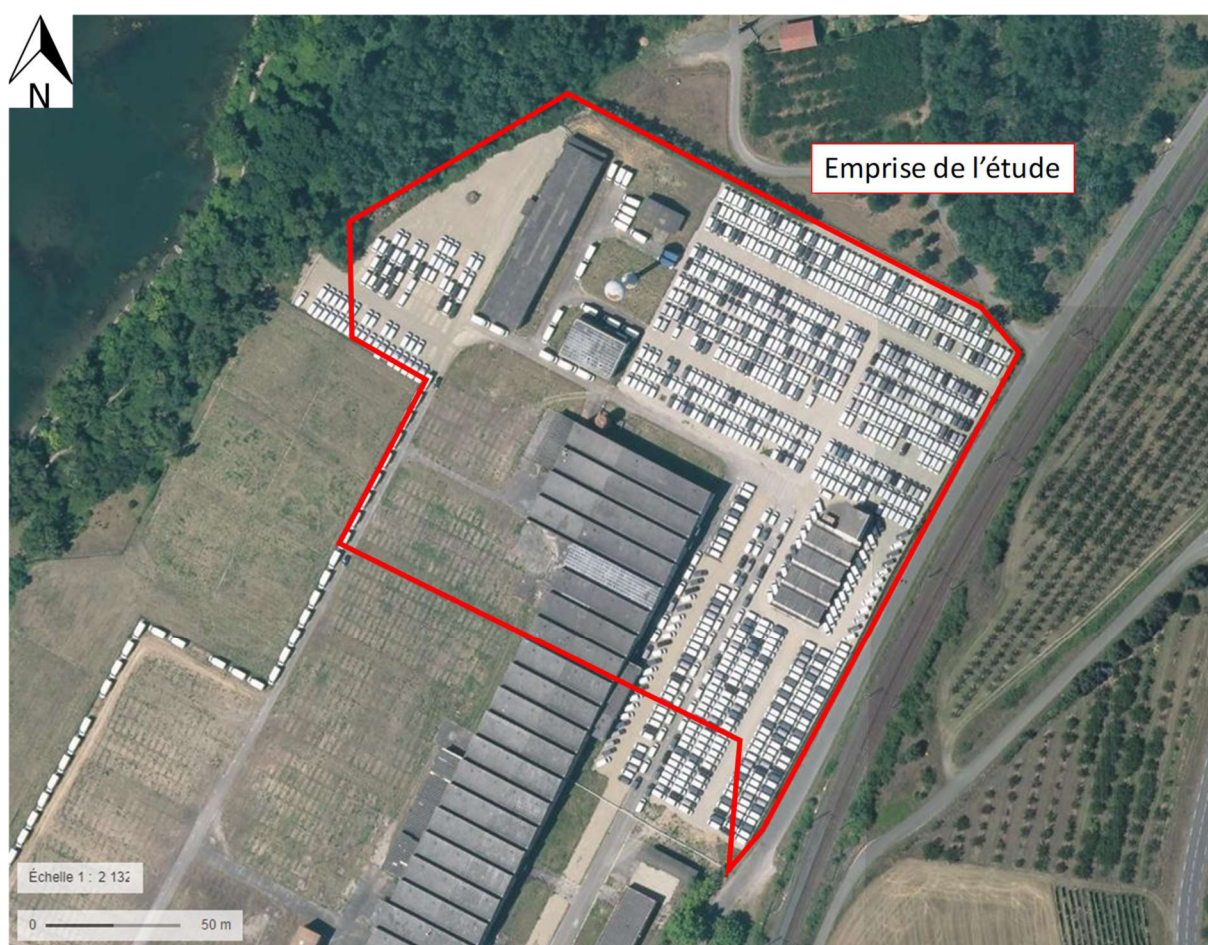


Figure 1 : localisation de la zone d'étude sur fond de photographie aérienne (source : géoportail)

Les parcelles cadastrales concernées par la présente étude sont détaillées dans le Tableau 1.

Tableau 1 : référence cadastrale de la zone d'étude

Section	Parcelle	Adresse(s) associé(s)	Surface approximative
A	2390	Marette Sud	13 138 m ²
A	2391	Marette Sud	306 m ²
A	2399	Saint Gobain	26 460 m ²
A	2237	Saint Gobain	1 100 m ²
TOTAL			41 000 m ²

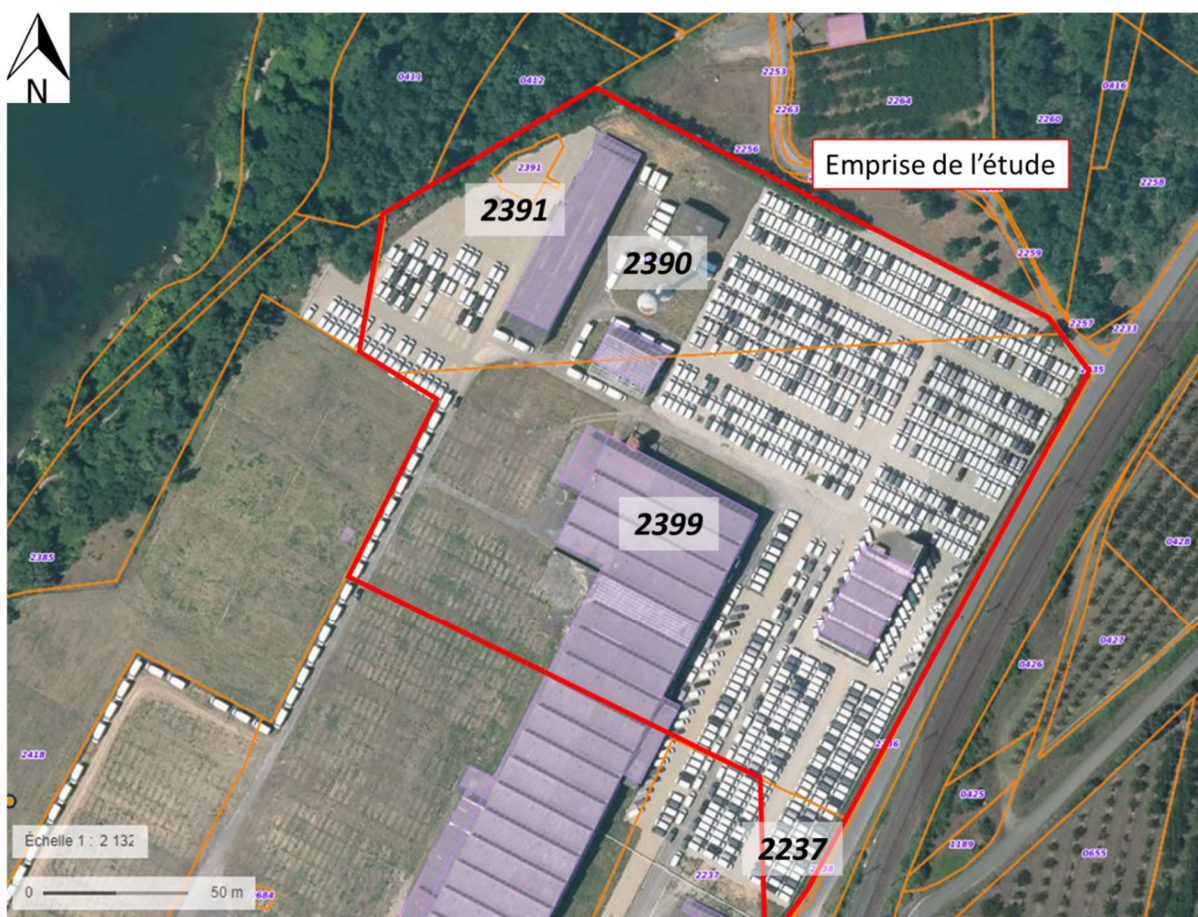


Figure 2 : plan parcellaire sur fond de photographie aérienne (source : géoportail)

Le site étudié est référencé à une altitude moyenne de + 236,9 m NGF. Le terrain est plan.

2.2. Documents et informations transmis par le client

2.2.1. Synthèse des études réalisées

Les éléments de la synthèse ci-dessous sont issus du rapport de fin de travaux de réhabilitation n°96514/A du 19 février 2019 transmis à la DREAL. Ces travaux ont concerné l'ensemble du périmètre des terrains aujourd'hui propriétés de GCA (y compris la partie objet de la présente étude).

Ce terrain a fait l'objet de certains travaux de réhabilitation en 1996. Plusieurs études concernant la qualité des milieux ont également été réalisées entre 1998 et 2008. Ces études ont montré la présence de quelques impacts ponctuels sur la qualité des sols, par des composés de type hydrocarbures, ainsi que par des métaux. Le terrain présentait par ailleurs un impact diffus et assez généralisé en amiante, consécutif notamment au vieillissement du bâti.

En 2008, les mesures permettant la gestion des impacts identifiés ont été définies et présentées dans le rapport de plan de gestion (rapport référencé SAINT-GOBAIN PAM - ELABORATION D'UN PLAN DE GESTION, Site d'Andancette (26), rapport définitif n° AIX/07/135 - IC -V1). Ce plan de gestion a été réalisé sur la base de scénarii de réhabilitation génériques pour un usage industriel et a été mis à jour en 2018 pour s'adapter aux évolutions méthodologiques, réglementaires et technico-financières.

En 2018, Antea Group a réalisé sous Maitrise d'Ouvrage Saint Gobain - PAM les travaux de réhabilitation définis dans le Plan de gestion tels que rappelés ci-dessus, permettant de livrer un site dont l'état environnemental est conforme à l'usage industriel, sous réserve de la mise en œuvre des mesures prévues par GCA dans le compromis de vente (de type recouvrement des sols). A noter que le recouvrement des sols par du concassé 0/80 mm réalisé aujourd'hui par GCA sur le site objet de la présente étude correspond ainsi à l'une de ces mesures.

A l'issue des travaux de réhabilitation, l'état de la qualité environnementale du sous-sol était conforme aux objectifs de réhabilitation du plan de gestion et conforme à un usage industriel, sous réserve du respect des servitudes définies par arrêté préfectoral n°26-2019-06-28-004 du 28 juin 2019.

Toutefois, en 2021, Aixam a souhaité que soit réalisé un diagnostic complémentaire afin de confirmer la qualité des sols au droit de la zone objet du projet d'aménagement.

Au total, 10 sondages entre 1,8 et 3 mètres de profondeur ont été répartis de manière homogène sur l'ensemble du site et réalisés le 28/04/2021 en sous-section 4 compte-tenu de la présence potentielle d'amiante dans les sols. Les teneurs mises en évidence sont négligeables et ne sont pas de nature à générer un risque sanitaire inacceptable pour l'usage industriel envisagé.

Au vu de ces résultats, la compatibilité sanitaire du site vis-à-vis de son usage futurs est donc confirmée. Le rapport relatif à ce diagnostic correspond au rapport n°110857/version A du 28 mai 2021.

2.2.2. Projet ou usage futur

Le plan masse du projet d'aménagement est présenté en Annexe 3. La société Aixam projette la construction de 2 bâtiments de 5000 m² chacun. Les bâtiments seront réalisés sur fondations superficielles (pas de fondations profondes prévues).

Les extérieurs seront occupés par des voiries (dont des pistes d'essai), des parkings recouverts d'enrobé et quelques espaces verts.

Une rampe d'essai de 3 m de largeur et 95 m de longueur avec des pentes de 10 et 20 % pour atteindre une hauteur de 5 m est prévue. Cette piste nécessitera la mise en œuvre d'un volume d'environ 2300 m³ de matériaux. Par ailleurs, une partie du terrain étant à une altitude plus basse que le reste du site, des déblais seront également nécessaires pour mettre l'ensemble du site à niveau.

L'ensemble du site sera entièrement recouvert de façon pérenne par de l'enrobé, du béton, des matériaux d'apport sains ou de la terre végétale. Les recouvrements actuellement en place (géotextile et concassé) seront conservés.

La conformité du projet avec chaque servitude issu de l'arrêté préfectoral n°26-2019-06-28-004 du 28 juin 2019 est discutée dans le chapitre suivant.

Pour cet aménagement, Aixam prévoit :

- que les espaces extérieurs soient systématiquement recouverts par une couverture pérenne (terre végétale pour les espaces verts, béton, enrobé, stabilisé, etc.) ;
- que les eaux pluviales soient infiltrées sur site via des dispositifs d'infiltration ;
- l'absence d'usage des eaux souterraines au droit du site ;
- que les fondations des bâtiments soient superficielles et limitent au maximum les volumes de matériaux terrassés ;
- que l'intégralité des matériaux excavés soient réutilisés sur site et fassent l'objet d'un recouvrement pérenne (sous le radier des bâtiments, sous les voiries/rampe, sous une couche de terre végétale, etc.) ;
- que les canalisations d'eau potable soient posées dans des matériaux d'apport sains (sablons) de manière à supprimer les risques de perméation des composés organiques vers l'eau des canalisations.

3. Conformité avec les servitudes

3.1. Restrictions d'usage du sol

2.2. Servitude de restriction d'usage du sol et du sous-sol du site

Le plan de gestion de 2008 mis à jour en 2018 ainsi que l'Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires ont été définis sur la base d'un usage futur non sensible de type industriel ou activités.

Tout projet prenant en compte un usage autre et/ou sensible (habitation, ERP, établissement accueillant des enfants ou adolescents, etc.) devra préalablement faire l'objet d'une Evaluation des Risques Sanitaires basée sur des investigations adaptées spécifiquement au projet.

L'usage considéré ici pour le projet porté par Aixam est un usage industriel, conforme à l'usage pour lequel les travaux de réhabilitation ont été réalisés en 2019.

Le diagnostic complémentaire réalisé en mai 2021 confirme que la qualité chimique des sols est compatible d'un point de vue sanitaire avec l'usage industriel futur projeté par Aixam.

Il n'y a aucune mesure à mettre en œuvre pour rendre le projet d'aménagement porté par Aixam compatible avec cette servitude.

3.2. Couverture des sols

2.3. Couverture des sols

Parcelles concernées : toutes

Les diagnostics réalisés sur le site montrent la présence, dans les sols superficiels au droit de l'ensemble du site, d'amiante ainsi que de métaux ou métalloïdes dont les niveaux sont susceptibles de générer un risque sanitaire inacceptable.

Le recouvrement des sols devra être en permanence maintenu et entretenu sur les zones dans lesquelles les sols sont impactés par des métaux lourds et/ou de l'amiante selon les modalités alternatives suivantes :

- mise en place d'un revêtement pérenne (béton, enrobé, dallage ou tout-venant) compatible avec l'exercice de l'activité exercée sur le secteur concerné,
- mise en place de terres saines d'apport extérieur, sur une épaisseur minimale de 30 cm, dans les autres secteurs.

Dans les secteurs où le recouvrement sera effectué par apport de terres d'apport extérieur, celles-ci devront être séparées des sols en place par un dispositif avertisseur (géotextile, grillage) posé de façon continue. Ces terres devront être exemptes d'amiante et présenter des teneurs faibles, par défaut, compatibles avec les critères d'acceptation des matériaux en Installation de Stockage de Déchets Inertes (Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014).

Ce recouvrement devra être maintenu en permanence en bon état d'entretien.

Le projet porté par Aixam prévoit la construction de 2 bâtiments de 5000 m² chacun présentant une dalle béton. Les extérieurs seront occupés par des voiries (dont des pistes d'essai), des parkings et quelques espaces verts. L'ensemble du site sera donc entièrement recouvert de façon pérenne par de l'enrobé, du béton, des matériaux d'apport sains ou de la terre végétale saine.

Les apports de matériaux sains ou de terre végétale saine seront réalisés après mise en place d'un géotextile. Des analyses de ces matériaux seront réalisées de manière à vérifier leur qualité : des teneurs compatibles avec les critères ISDI issus de l'arrêté ministériel du 12/12/2014, ainsi que l'absence d'amiante.

Ce recouvrement sera entretenu pour garantir sa pérennité.

Le projet d'aménagement porté par Aixam est compatible avec cette servitude car Aixam prévoit :

- ***la mise en place d'un géotextile de séparation des matériaux d'apport***
- ***la vérification de la qualité de ces matériaux d'apport (AM du 12/12/2014 et amiante)***
- ***l'entretien de ces recouvrements.***

3.3. Dispositifs d'infiltration des eaux pluviales

2.4. Dispositifs d'infiltration des eaux pluviales

Parcelles concernées : toutes

Compte-tenu de l'hétérogénéité des teneurs résiduelles en métaux et métalloïdes dans les sols au droit du site, la mise en place de dispositifs d'infiltration des eaux pluviales devra faire l'objet d'une étude de faisabilité permettant de valider l'absence d'impact sur les eaux souterraines et les eaux de surface.

La figure suivante présente les anomalies sur les sols mises en évidence lors des différents diagnostics réalisés entre 1999 et 2021.

Cette figure présente également en hachuré les zones ayant fait l'objet de travaux de réhabilitation en 2019 (purge ou recouvrement), permettant de rendre le site compatible avec un usage industriel.

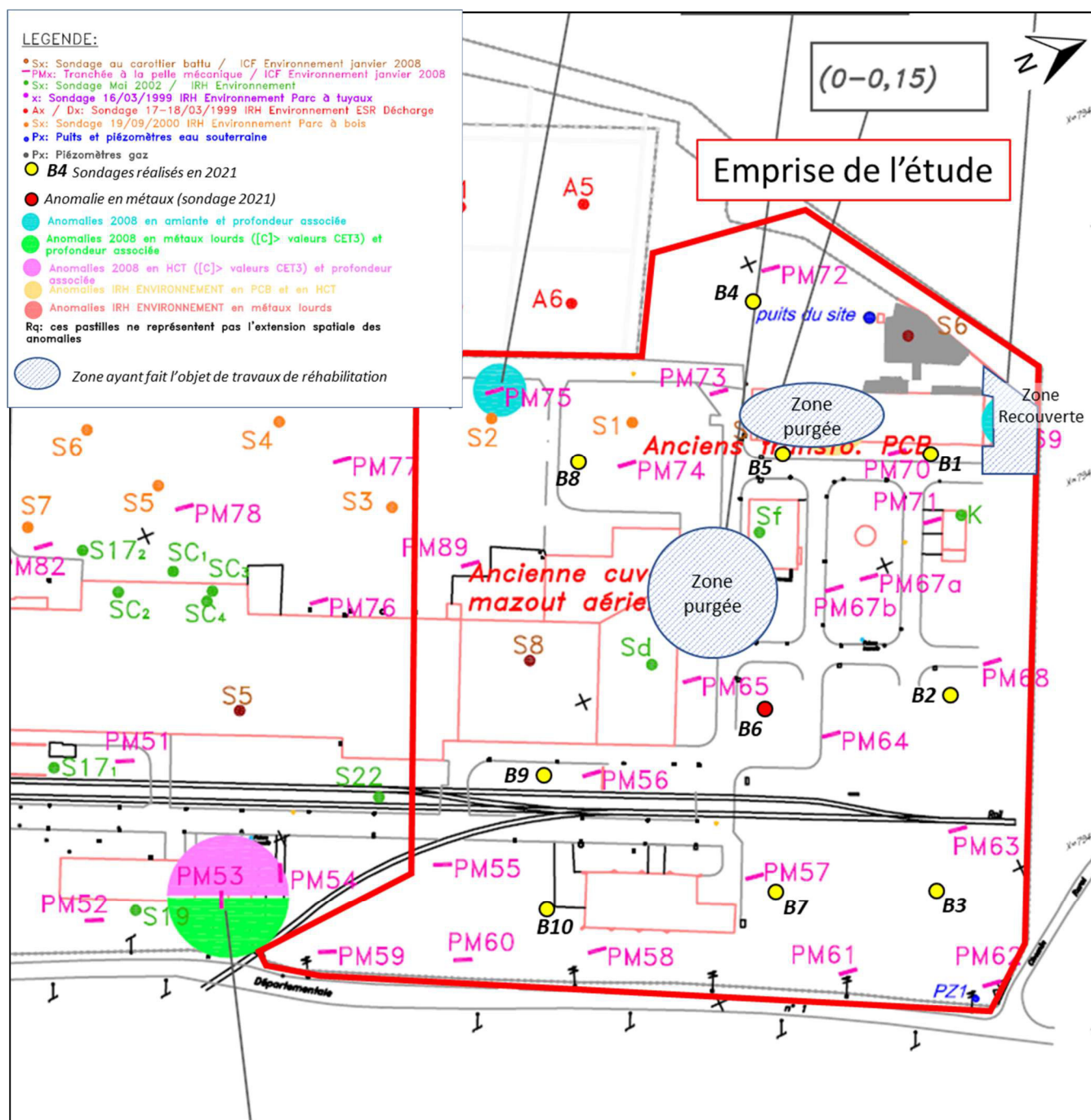


Figure 3 : localisation des différentes anomalies sur les sols mises en évidence lors des diagnostics réalisés sur le site (1999-2021) - ne sont présentées ici que les anomalies résiduelles suite aux travaux de réhabilitation de 2019.

Cette figure et les résultats montrent que seule la zone située à proximité du point B6 présente des anomalies susceptible de contraindre la mise en place de dispositifs d'infiltration des eaux pluviales dans les sols. Le reste de la zone ne comporte aucune anomalie majeure, notamment en métaux, dans les sols.

Le bassin d'infiltration des eaux pluviales localisé sur le plan masse du projet d'aménagement est situé en dehors du point B6. A ce titre, son emplacement est compatible avec une infiltration des eaux pluviales dans les terrains.

Une étude est prévue pour dimensionner ces dispositifs d'infiltration et identifier les volumes de terres qu'il faudra excaver pour leur aménagement.

La mise en place de dispositifs d'infiltration des eaux pluviales prévus au droit de la zone identifiée dans le plan masse est compatible avec la servitude 2.4.

3.4. Servitude de restriction d'usage des eaux souterraines

2.5. Servitude de restriction d'usage des eaux souterraines

Parcelles concernées : toutes

Au droit du site, les eaux souterraines pourront être utilisées pour tout usage autre qu'un usage d'eau potable ou équivalent (eau de boisson, piscine, arrosage de végétaux destinés à la consommation humaine, sanitaires).

Le projet ne prévoit aucune utilisation des eaux souterraines.

Il n'y a aucune mesure à mettre en œuvre pour rendre le projet d'aménagement porté par Aixam compatible avec cette servitude.

3.5. Travaux et aménagements

2.6. Travaux et aménagements

Parcelles concernées : toutes

Dans le cadre de travaux ou d'aménagement sur site, les terres excavées, matériaux de démolition ou autres matériaux qui ne pourraient pas être réutilisés sur site dans des conditions environnementales conformes à la réglementation et aux méthodologies en vigueur devront faire l'objet d'analyses de caractérisation préalablement à leur évacuation vers des filières adaptées, conformément à la réglementation applicable. La présence d'amiante dans les sols devra également faire l'objet de vérification de manière à assurer la sécurité des travailleurs et si besoin des riverains lors des travaux.

D'une manière générale, les travaux devront être réalisés en respectant les procédures réglementaires d'hygiène et de sécurité, notamment vis-à-vis de l'exposition des travailleurs effectuant les travaux.

Après tous travaux d'aménagement ou de mise en place de confinement, un dossier de récolement devra être établi précisant la localisation et la nature des travaux effectués, les matériaux utilisés, les coupes et les plans techniques, etc.

Ces documents devront être conservés par le propriétaire, si besoin transmis à l'Administration et mis à disposition des usagers du site.

Les travaux d'aménagement envisagés par Aixam généreront des mouvements de terre, notamment :

- pour la réalisation des fondations des bâtiments. Ces fondations seront de type superficielles, ce qui limitera le volume de matériaux terrassés ;
- pour la création des systèmes de gestion des eaux pluviales (volume restant encore à définir) ;
- pour le creusement des tranchées de réseaux.

Il est prévu que l'intégralité des matériaux qui seront excavés dans le cadre des travaux d'aménagement soit réutilisée sur site. Ces matériaux seront placés sous une couche de recouvrement pérenne (confinement) qui garantisse l'absence de contact entre ces matériaux et les futurs usagers du site. Ce confinement pourra être réalisé :

- sous la dalle béton des bâtiments ou sous voirie en enrobé ;
- après régallage sur une zone du site et recouvrement par des matériaux d'apport sains (concassé, terre végétale, etc.) ;
- par l'aménagement de merlons paysagers et recouvrement par des matériaux d'apport sains (terre végétale).

Dans tous les cas, les matériaux issus des terrassements seront systématiquement recouverts d'un géotextile qui constituera une séparation physique entre eux et les matériaux d'apport sains (concassé, terre végétale, couche de forme, béton etc.).

Compte-tenu de la présence potentielle d'amiante dans les sols, l'intégralité des opérations de terrassement des sols feront l'objet de procédures spécifiques de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

Afin de conserver la mémoire des travaux réalisés, un dossier de récolement détaillé sera établi et recensera l'ensemble des zones ayant fait l'objet de terrassements, de mouvements de terres et de confinement.

Le projet d'aménagement porté par Aixam est compatible avec la servitude 2.6 car Aixam prévoit :

- ***la réutilisation de l'ensemble des terres excavées sur site sous une couche de recouvrement constituée a minima d'un géotextile et de matériaux sains ;***
- ***la réalisation des travaux de terrassement selon des procédures spécifiques de sécurité et de protection de la santé des travailleurs notamment du fait de la présence potentielle d'amiante dans les sols ;***
- ***la réalisation d'un dossier de récolement détaillé.***

Il conviendra toutefois de déterminer les volumes concernés par les terrassements avant la réalisation des travaux de manière à confirmer que les volumes en jeu sont compatibles avec les capacités de réutilisation sur site.

3.6. Mise en place de canalisation d'eau potable

2.7. Mise en place de canalisation d'eau potable

Parcelles concernées : toutes

Dans l'éventualité de la mise en place de canalisations souterraines pour l'approvisionnement en eau potable, ces canalisations seront conçues ou posées de manière à empêcher la perméation de substances organiques vers l'eau des canalisations via les parois ou les joints.

Au vu des données disponibles, les sols situés au droit du périmètre qui sera aménagé par Aixam ne présentent pas d'impact significatifs en composés organiques.

Par ailleurs, il est prévu que les canalisations d'eau potable soient placées dans des matériaux d'apport sains (sablons et graviers tout venant).

Le risque de perméation de substances organiques vers l'eau potable à travers les parois ou les joints est donc négligeable.

Le projet d'aménagement porté par Aixam est compatible avec la servitude 2.7, car il est prévu la mise en place des canalisations d'eau potable dans des matériaux d'apport sains.

3.7. Servitudes d'accès et de préservation du réseau de surveillance des eaux souterraines

2.8. Servitudes d'accès et de préservation du réseau de surveillance des eaux souterraines

Il est institué un droit de passage et d'accès permanent sur le site d'étude au réseau de surveillance piézométrique :

- Parcelle A 2418 sur laquelle se trouve le piézomètre « Piézo n°1 » ;
- Parcelle A 693 sur laquelle se trouvent les piézomètres « PZ3 » et « Piézo n°2 » ;
- Parcelle A 2393 sur laquelle se trouvent les piézomètres « Pz1bis » et « PZ2 » ;
- Parcelle A 2390 sur laquelle se trouve l'ouvrage « Puits DU SITE » au profit de l'Administration, de la société SAINT-GOBAIN PAM ou de ses ayants droit, ou leurs mandataires aux fins de surveillance et d'entretien des moyens de suivi des eaux souterraines constitués par un réseau de piézomètres extérieurs.

Les accès devront être laissés libres et praticables pour permettre un accès aux ouvrages en toutes circonstances.

Notamment, une surface dégagée de 1 m² sera maintenue autour de chaque ouvrage pour attester de sa présence et faciliter les opérations d'entretien et de suivi.

Lors des travaux d'aménagement, Aixam portera une attention particulière à la conservation de l'ensemble des ouvrages constitutifs du réseau de surveillance des eaux souterraines actuel, notamment l'ouvrage "Pz1bis" (parcelle 2399) et l'ouvrage "Puits du site" (parcelle 2390).

Aixam s'engage également à laisser un droit de passage et d'accès permanent à ces ouvrages.

Le projet d'Aixam est compatible avec la servitude 2.8., car il est prévu de maintenir en bon état les ouvrages du réseau de surveillance des eaux souterraines implantés sur le périmètre concerné ("Pz1bis" et "Puits du site") et de laisser un accès libre et permanent à ces ouvrages.

3.8. Servitudes d'accès à l'emprise de la décharge

2.9. Servitudes d'accès à l'emprise de la décharge

Il est institué un droit de passage et d'accès permanent sur le site afin d'accéder à l'emprise de la décharge clôturée (cf. Figure 3 ci-dessous) et située sur la parcelle cadastrale A 2418, au profit de l'Administration, de la société SAINT-GOBAIN PAM ou propriétaire du site ou de ses ayants droit, ou leurs mandataires aux fins du respect des prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral n° 1496 du 9 avril 1998.

L'accès devra être laissé libre et praticable en toutes circonstances.

Une surface dégagée sera maintenue autour du périmètre de la décharge pour attester de l'intégrité de la clôture et faciliter les opérations d'entretien et de suivi.

Compte-tenu de la localisation de la zone qui sera aménagée par la société Aixam, la société GCA a entièrement accès à l'emprise de la décharge et la société Aixam n'est pas concernée par cette servitude.

Le projet d'aménagement porté par Aixam est compatible avec la servitude 2.9.

3.9. Mutation, mise à disposition des parcelles – information des parties prenantes

2.10. Mutation, mise à disposition des parcelles - Information des parties prenantes

En cas de mise à disposition (par acte de gestion et/ou de disposition, de quelque nature qu'ils soient ou encore par contrat d'entreprise, sous quelque forme que ce soit) de tout ou partie des parcelles à des tiers (exploitant, locataire, occupant ou encore entreprise amenée à intervenir sur lesdites parcelles, etc.), à titre gratuit ou onéreux, les propriétaires desdites parcelles s'engagent à informer par écrit lesdits tiers sur les restrictions d'usage, en les obligeant à les respecter.

Les propriétaires s'engagent, en cas de mutation ou de constitution de droits réels ou personnels, qu'il s'agisse d'actes de gestion ou de disposition, à titre gratuit ou onéreux, portant sur tout ou partie des parcelles, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées, et en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en leurs lieu et place.

Aixam sera propriétaire et exploitant. **Cette servitude ne concerne donc pas le projet porté par Aixam.**

4. Conclusions

La société Aixam a pour projet l'acquisition d'un tènement et son aménagement pour la construction d'un site de production de véhicules électriques sans permis sur un terrain appartenant aujourd'hui à la société Groupe Charles André. Du fait de son passif industriel (Saint-Gobain-PAM), ce terrain est aujourd'hui soumis à des servitudes définies dans l'arrêté préfectoral n°26-2019-06-28-004 du 28 juin 2019.

La DREAL souhaite que l'aménagement et les modalités d'exploitation du site soient compatibles avec ces servitudes.

Le présent Porté A Connaissance destiné à la DREAL a pour objectif de présenter les caractéristiques du projet d'aménagement ainsi que les mesures qui seront mise en œuvre pour être en conformité avec ces servitudes.

Le projet d'aménagement porté par Aixam est compatible avec cette servitude. Pour ce faire, Aixam prévoit :

- ***Le recouvrement de l'ensemble du site par des matériaux d'apport sains (conformes à l'AM du 12/12/2014 et exempts d'amiante) placés sur un géotextile de séparation ;***
- ***La vérification de la qualité de ces matériaux d'apport (AM du 12/12/2014 et amiante)***
- ***L'entretien de ces recouvrements ;***
- ***La réutilisation de l'ensemble des terres excavées sur site et leur confinement sous une couche de recouvrement par un géotextile et des matériaux sains ;***
- ***La réalisation des travaux de terrassement selon des procédures spécifiques de sécurité et de protection de la santé des travailleurs notamment du fait de la présence potentielle d'amiante dans les sols ;***
- ***La réalisation d'un dossier de récolement détaillant les travaux de terrassement et de réutilisation des matériaux réalisés ;***
- ***La mise en place des dispositifs d'infiltration des eaux pluviales le long de la bordure nord du site. Cette zone étant localisée en dehors du secteur concerné par le sondage B6, la qualité des sols est compatible avec de tels dispositifs d'infiltration ;***
- ***La mise en place des canalisations d'eau potable dans des matériaux d'apport sains (sablon et graviers tout venant) ;***
- ***De maintenir en bon état les ouvrages du réseau de surveillance des eaux souterraines implantés sur le périmètre concerné ("Pz1bis" et "Puits du site") et de laisser un accès libre et permanent à ces ouvrages.***

Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable. Les incertitudes ou les réserves qui seraient mentionnées dans la prise en compte des résultats et dans les conclusions font partie intégrante du rapport.

En conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou d'une reproduction partielle de ce rapport et de ses annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'Antea Group ne sauraient engager la responsabilité de celui-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

Les résultats des prestations et des investigations s'appuient sur un échantillonnage ; ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité des milieux naturels ou artificiels étudiés. Par ailleurs, la prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par Antea Group ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.

Antea Group s'est engagé à apporter tout le soin et la diligence nécessaire à l'exécution des prestations et s'est conformé aux usages de la profession. Antea Group conseille son Client avec pour objectif de l'éclairer au mieux. Cependant, le choix de la décision relève de la seule compétence de son Client.

Le Client autorise Antea Group à le nommer pour une référence scientifique ou commerciale. A défaut, Antea Group s'entendra avec le Client pour définir les modalités de l'usage commercial ou scientifique de la référence.

Ce rapport devient la propriété du Client après paiement intégral de la mission, son utilisation étant interdite jusqu'à ce paiement. A partir de ce moment, le Client devient libre d'utiliser le rapport et de le diffuser, sous réserve de respecter les limites d'utilisation décrites ci-dessus.

Pour rappel, les conditions générales de vente ainsi que les informations de présentation d'Antea Group sont consultables sur : <https://www.anteagroup.fr/fr/annexes>



ANNEXES

Annexe 1 : Abréviations générales

Annexe 2 : Arrêté préfectoral n°26-2019-06-28-004 du 28 juin 2019

Annexe 3 : Plan masse du projet d'aménagement

Annexe 1 : Abréviations générales

ENVIRONNEMENT	
<i>AEI</i>	Alimentation en Eau Industrielle
<i>AEP</i>	Alimentation en Eau Potable
<i>FT</i>	Flore Totale
<i>ICPE</i>	Installation Classée Pour l'Environnement
<i>NGF</i>	Nivellement Général de la France
<i>NPHE</i>	Niveau des Plus Hautes Eaux
<i>SAGE</i>	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
<i>SDAGE</i>	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
<i>ZNIEFF</i>	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique
<i>ZNS</i>	Zone Non Saturée
<i>ZS</i>	Zone Saturée

INSTITUTIONS	
<i>ADEME</i>	Agence De l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie
<i>AFNOR</i>	Association Française de Normalisation
<i>ATSDR</i>	Agency for Toxic Substances and Disease Registry
<i>BRGM</i>	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
<i>CIRC</i>	Centre International de Recherche sur le Cancer
<i>COFRAC</i>	COMité FRANçais d'ACcréditation
<i>DRIEE</i>	Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (spécifique IDF)
<i>DREAL</i>	Direction Régionales de l'Environnement, de L'Aménagement et du Logement
<i>INERIS</i>	Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques
<i>OEHHA</i>	Office of Environmental Health Hazard Assessment
<i>OMS</i>	Organisation Mondiale de la Santé
<i>UE</i>	Union Européenne
<i>UPDS</i>	Union des Professionnels des entreprises de Dépollution de sites
<i>USEPA</i>	United States Environmental Protection Agency

ETUDES DE RISQUES	
<i>ARR</i>	Analyse des Risques Résiduels
<i>BW</i>	Body Weight (Poids corporel)
<i>CE</i>	Concentration d'Exposition
<i>DJA</i>	Dose Journalière Admissible
<i>DJE</i>	Dose Journalière d'Exposition
<i>ED</i>	Durée d'Exposition
<i>EDR</i>	Evaluation Détaillées de Risques
<i>EQRS</i>	Etude Quantitative de Risques Sanitaires
<i>EF</i>	Fréquence d'Exposition
<i>ERI</i>	Excès de Risque Individuel de cancer
<i>ERS</i>	Evaluation des Risques Sanitaires
<i>ERU</i>	Excès de Risque Unitaire
<i>ESR</i>	Evaluation Simplifiée des Risques
<i>ET</i>	Temps d'Exposition
<i>F</i>	Fraction du temps d'exposition

ETUDES DE RISQUES	
<i>GMS</i>	Groundwater Modeling System
<i>IR</i>	Indice de Risque
<i>JE</i>	Johnson & Ettinger (Modèle)
<i>LOAEL</i>	Lowest-Observed-Adverse-Effect-Level
<i>NAF</i>	Facteur d'Atténuation Naturelle
<i>NOAEL</i>	No-Observed-Adverse-Effect-Level
<i>RAIS</i>	Risk Assessment Information System
<i>RBCA</i>	Risk-Based Corrective Action
<i>RfC</i>	Reference Concentration
<i>SF</i>	Slope Factor
<i>TPHCWG</i>	Total Petroleum Hydrocarbons Criteria Working Group
<i>VF</i>	Facteur de Volatilisation
<i>VLE</i>	Valeur Limite d'Exposition
<i>VME</i>	Valeur Moyenne d'Exposition
<i>VTR</i>	Valeurs Toxicologiques de Référence

SUBSTANCES, ELEMENTS & COMPOSES	
<i>As</i>	Arsenic
<i>BTEX</i>	Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylènes
<i>CA</i>	Charbon Actif
<i>CAV</i>	Composé Aromatique Volatil
<i>Cd</i>	Cadmium
<i>CN</i>	Cyanures
<i>COHV</i>	Composés Organo-Halogénés Volatils
<i>Cr</i>	Chrome
<i>Cu</i>	Cuivre
<i>Foc</i>	Fraction de carbone organique
<i>FOD</i>	fioul domestique (fuel oil domestic)
<i>GO</i>	GasOil
<i>H2S</i>	hydrogène sulfuré
<i>HAP</i>	Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques
<i>HCT</i>	Hydrocarbures Totaux
<i>Hg</i>	Mercurie
<i>LQ</i>	Limite de quantification
<i>MS</i>	Matière Sèche
<i>Ni</i>	Nickel
<i>OHV</i>	Composés Halogénés volatils
<i>Pb</i>	Plomb
<i>PCB</i>	Polychlorobiphényles
<i>PEHD</i>	Polyéthylène haute densité
<i>PP</i>	Polypropylène
<i>Ppm</i>	Partie par million
<i>PVC</i>	Polychlorure de vinyle
<i>Zn</i>	Zinc

MARCHES PUPILS	
AE	Acte d'engagement
AMO	Assistance à Maître d'ouvrage
BPE	Bilan Prévisionnel d'exploitation
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTG	Cahier des Clauses Techniques Générales
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DROC	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier
EPERS	Elément pouvant entraîner la responsabilité solidaire du fabricant
MOE	Maître d'œuvre
OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination
PFD	Programme Fonctionnel Détaillé
PGC	Plan Général de Coordination
PGCSPS	Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la santé
PPE	Planning Prévisionnel d'Exécution
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection
PRM	Personne responsable du marché
PUC	Police Unique Chantier.
VRD	Voirie, Réseaux Divers

INTERVENTION SUR SITE ET TRAVAUX DE DEPOLLUTION	
ADR	arrêté relatif au transport des Marchandises dangereuses par route
ATEX	ATmosphère EXplosible
BRH	Brise Roche Hydraulique
BSD	Bordereau de Suivi des Déchets
CAP	Certificat d'Acceptation Préalable
CATOX	CATalytic OXYdation
DAP	Demande d'Admission Préalable
DIB	Déchets Industriels Banals
DICT	Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux
DIS	Déchets Industriels Spéciaux
DT	Déclaration de Travaux
DTQD	Déchets Toxiques en Quantité Dispersée
EPC	Equipement de Protection Collective
EPI	Equipement de Protection Individuelle
ISCO	In-Situ Chemical Oxydation
ISDI	Installation de Stockage de Déchets Inertes
ISDND	Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux
ISDD	Installation de Stockage de Déchets Dangereux
FDS	Fiche de Données de Sécurité
MASE	Manuel d'Amélioration de la Sécurité des Entreprises
PID	Détecteur à photoionisation
SVE	Soil Venting Extraction
TN	Terrain Naturel

Annexe 2 : Arrêté préfectoral n°26-2019-06-28-004 du 28 juin 2019



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DROME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne - Rhône-Alpes
Unité inter-départementale
Drôme Ardèche
Subdivision 8
Affaire suivie par : Xavier MOURIER
Tél. : 04 75 82 46 41

Courriel : xavier.mourier@developpement-durable.gouv.fr

Ref. : 20190308-DEC-DAEN0230

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 26-2019-06-28-004

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Instauration de servitudes d'utilité publique concernant le site de l'ancienne usine Saint-Gobain PAM, rue des Usines 26140 ANDANCETTE

Le Préfet de la Drôme

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-8 à L. 515-12, L.512-6-1 concernant la cessation d'activité, et ses articles R. 515-24 à R. 515-31, R.512-39-3 ;

VU l'arrêté préfectoral n°7514 du 8 octobre 1980 le Préfet de la DROME a autorisé la Société EVERITUBE à exploiter sur ce site, une fabrique de produits tubulaires en amiante-ciment ;

VU l'arrêté préfectoral n°5939 en date du 5 octobre 1982, qui a autorisé la EVERITUBE à exploiter dans l'enceinte de l'usine, une décharge de déchets industriels ;

VU le récépissé n°39/88 du 5 septembre 1988 délivré à monsieur le directeur de la SA PONT A MOUSSON pour sa prise en charge de l'installation exploitée par la Société EVERITUBE ;

VU l'arrêté préfectoral n°2168 du 31 mai 1996 qui a prescrit la fermeture de la décharge interne et organisé sa réhabilitation ;

VU l'arrêté préfectoral n°1496 du 9 avril 1998 qui a institué des servitudes destinées à interdire l'accès à la décharge interne, ainsi que certaines opérations sur son emprise globale (implantations de constructions, de camping...) ;

VU l'arrêt définitif de la production de l'usine, intervenu le 31 août 1996, et signifié par l'exploitant à monsieur le Préfet le 4 février 1997 ;

VU les anomalies identifiées dans les sols mises en évidence par les diagnostics environnementaux réalisés sur le site entre 1999 et 2008 ;

VU le rapport de fin de travaux de réhabilitation référencé Anteagroup n°96514/A – 19 février 2019 ;

VU le dossier de demande d'institution de Servitudes d'Utilités Publiques référencé rapport Anteagroup n°96513/C – 31 janvier 2019, transmis par la société Saint GOBAIN PAM, successeur de la SA PONT A MOUSSON ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune d'Andancette, émis le 9 avril 2019 ;

VU l'avis en date du 19 avril 2019 de monsieur ROBELIN, directeur EHS de la société Saint-Gobain PAM propriétaire du site visé par la servitude ;

VU le certificat du 13/05/2019 délivré par le centre des impôts foncier de la Drôme qui entérine la modification des parcelles cadastrales n°A2384, A2386, A2388, A2392, A2394, et leur transformation en la parcelle unique A 2418 ;

VU le rapport du 27 mai 2019 de l'inspection de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) AUVERGNE-RHONE-ALPES ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques de la DROME, en date du 20 juin 2019 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

CONSIDERANT que les servitudes prescrites dans le présent arrêté sont de nature à assurer une protection satisfaisante des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la DROME ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 – Objet de l'arrêté préfectoral :

Les servitudes d'utilité publique énumérées à l'article 2 du présent arrêté sont instaurées sur les parcelles du site de l'ancienne usine **Saint Gobain PAM** sur la commune d'**Andancette**, visées à l'article 3 ci-dessous.

Ces servitudes ne s'appliquent pas à la parcelle n°A 2418 sur laquelle est située la décharge interne.

ARTICLE 2 – Nature des servitudes d'utilité publique : Restrictions de l'usage du sol

2.1. Servitude générale

Tout ou partie des servitudes définies ci-après, pourront être levées sous réserve que cette levée soit justifiée par la réalisation d'études prouvant la caducité de la servitude visée.

2.2. Servitude de restriction d'usage du sol et du sous-sol du site

Le plan de gestion de 2008 mis à jour en 2018 ainsi que l'Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires ont été définis sur la base d'un usage futur non sensible de type industriel ou activités.

Tout projet prenant en compte un usage autre et/ou sensible (habitation, ERP, établissement accueillant des enfants ou adolescents, etc.) devra préalablement faire l'objet d'une Evaluation des Risques Sanitaires basée sur des investigations adaptées spécifiquement au projet.

2.3. Couverture des sols

Parcelles concernées : toutes

Les diagnostics réalisés sur le site montrent la présence, dans les sols superficiels au droit de l'ensemble du site, d'amiante ainsi que de métaux ou métalloïdes dont les niveaux sont susceptibles de générer un risque sanitaire inacceptable.

Le recouvrement des sols devra être en permanence maintenu et entretenu sur les zones dans lesquelles les sols sont impactés par des métaux lourds et/ou de l'amiante selon les modalités alternatives suivantes :

- mise en place d'un revêtement pérenne (béton, enrobé, dallage ou tout-venant) compatible avec l'exercice de l'activité exercée sur le secteur concerné,
- mise en place de terres saines d'apport extérieur, sur une épaisseur minimale de 30 cm, dans les autres secteurs.

Dans les secteurs où le recouvrement sera effectué par apport de terres d'apport extérieur, celles-ci devront être séparées des sols en place par un dispositif avertisseur (géotextile, grillage) posé de façon continue. Ces terres devront être exemptes d'amiante et présenter des teneurs faibles, par défaut, compatibles avec les critères d'acceptation des matériaux en Installation de Stockage de Déchets Inertes (Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014).

Ce recouvrement devra être maintenu en permanence en bon état d'entretien.

2.4. Dispositifs d'infiltration des eaux pluviales

Parcelles concernées : toutes

Compte-tenu de l'hétérogénéité des teneurs résiduelles en métaux et métalloïdes dans les sols au droit du site, la mise en place de dispositifs d'infiltration des eaux pluviales devra faire l'objet d'une étude de faisabilité permettant de valider l'absence d'impact sur les eaux souterraines et les eaux de surface.

2.5. Servitude de restriction d'usage des eaux souterraines

Parcelles concernées : toutes

Au droit du site, les eaux souterraines pourront être utilisées pour tout usage autre qu'un usage d'eau potable ou équivalent (eau de boisson, piscine, arrosage de végétaux destinés à la consommation humaine, sanitaires).

2.6. Travaux et aménagements

Parcelles concernées : toutes

Dans le cadre de travaux ou d'aménagement sur site, les terres excavées, matériaux de démolition ou autres matériaux qui ne pourraient pas être réutilisés sur site dans des conditions environnementales conformes à la réglementation et aux méthodologies en vigueur devront faire l'objet d'analyses de caractérisation préalablement à leur évacuation vers des filières adaptées, conformément à la réglementation applicable. La présence d'amiante dans les sols devra également faire l'objet de vérification de manière à assurer la sécurité des travailleurs et si besoin des riverains lors des travaux.

D'une manière générale, les travaux devront être réalisés en respectant les procédures réglementaires d'hygiène et de sécurité, notamment vis-à-vis de l'exposition des travailleurs effectuant les travaux.

Après tous travaux d'aménagement ou de mise en place de confinement, un dossier de récolement devra être établi précisant la localisation et la nature des travaux effectués, les matériaux utilisés, les coupes et les plans techniques, etc.

Ces documents devront être conservés par le propriétaire, si besoin transmis à l'Administration et mis à disposition des usagers du site.

2.7. Mise en place de canalisation d'eau potable

Parcelles concernées : toutes

Dans l'éventualité de la mise en place de canalisations souterraines pour l'approvisionnement en eau potable, ces canalisations seront conçues ou posées de manière à empêcher la perméation de substances organiques vers l'eau des canalisations via les parois ou les joints.

2.8. Servitudes d'accès et de préservation du réseau de surveillance des eaux souterraines

Il est institué un droit de passage et d'accès permanent sur le site d'étude au réseau de surveillance piézométrique (cf. Figure 7 ci-dessous) :

- Parcelle A 2418 sur laquelle se trouve le piézomètre « Piézo n°1 » ;
- Parcelle A 693 sur laquelle se trouvent les piézomètres « PZ3 » et « Piézo n°2 » ;
- Parcelle A 2393 sur laquelle se trouvent les piézomètres « Pz1bis » et « PZ2 » ;
- Parcelle A 2390 sur laquelle se trouve l'ouvrage « PUITES DU SITE » au profit de l'Administration, de la société SAINT-GOBAIN PAM ou de ses ayants droit, ou leurs mandataires aux fins de surveillance et d'entretien des moyens de suivi des eaux souterraines constitués par un réseau de piézomètres extérieurs.

Les accès devront être laissés libres et praticables pour permettre un accès aux ouvrages en toutes circonstances.

Notamment, une surface dégagée de 1 m² sera maintenue autour de chaque ouvrage pour attester de sa présence et faciliter les opérations d'entretien et de suivi.

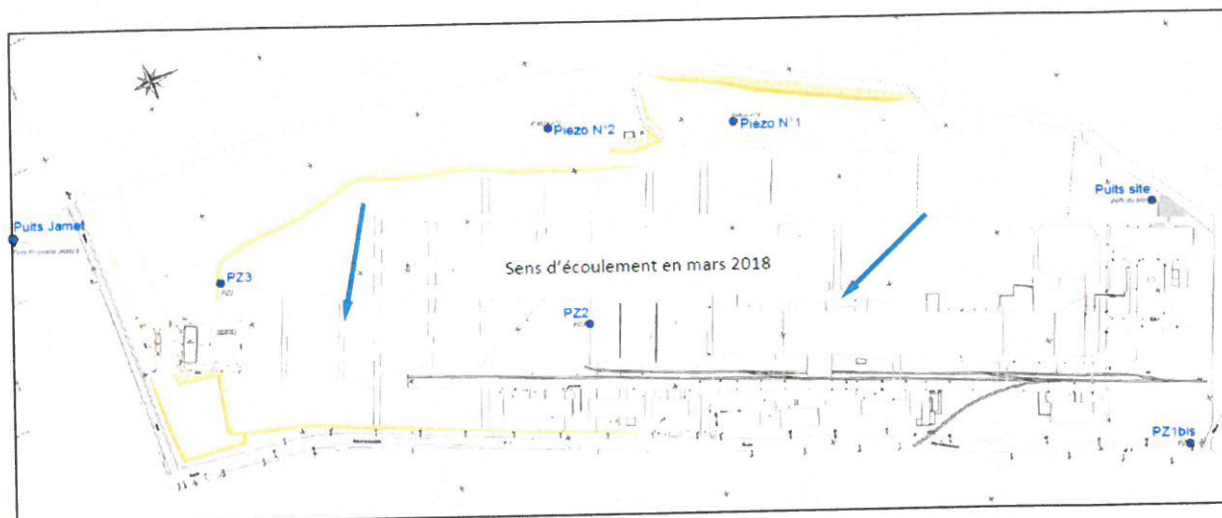


Figure 7 : Localisation des ouvrages de suivi de la qualité des eaux souterraines

2.9. Servitudes d'accès à l'emprise de la décharge

Il est institué un droit de passage et d'accès permanent sur le site afin d'accéder à l'emprise de la décharge clôturée (cf. Figure 3 ci-dessous) et située sur la parcelle cadastrale A 2418, au profit de l'Administration, de la société SAINT-GOBAIN PAM ou propriétaire du site ou de ses ayants droit, ou leurs mandataires aux fins du respect des prescriptions édictés par l'arrêté préfectoral n° 1496 du 9 avril 1998.

L'accès devra être laissé libre et praticable en toutes circonstances.

Une surface dégagée sera maintenue autour du périmètre de la décharge pour attester de l'intégrité de la clôture et faciliter les opérations d'entretien et de suivi.

2.10. Mutation, mise à disposition des parcelles - Information des parties prenantes

En cas de mise à disposition (par acte de gestion et/ou de disposition, de quelque nature qu'ils soient ou encore par contrat d'entreprise, sous quelque forme que ce soit) de tout ou partie des parcelles à des tiers (exploitant, locataire, occupant ou encore entreprise amenée à intervenir sur lesdites parcelles, etc.), à titre gratuit ou onéreux, les propriétaires desdites parcelles s'engagent à informer par écrit lesdits tiers sur les restrictions d'usage, en les obligeant à les respecter.

Les propriétaires s'engagent, en cas de mutation ou de constitution de droits réels ou personnels, qu'il s'agisse d'actes de gestion ou de disposition, à titre gratuit ou onéreux, portant sur tout ou partie des parcelles, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées, et en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en leurs lieu et place.

ARTICLE 3 : Sol affecté par les servitudes d'utilité publique.

Le périmètre des servitudes est reporté sur le plan référencé Figure 3, ci-dessous.

Le tableau ci-dessous précise les parcelles concernées par les servitudes applicables visées à l'article 2.

Ces références s'entendent hors décharge interne.

<u>Référence cadastrale de la parcelle</u>	<u>Contenance cadastrale</u>
A 680p	1 608 m ²
A 680p	1 236 m ²
A 681p	1 631 m ²
A 681p	278 m ²
A 2393p	84 494 m ²
A 2393p	1 141 m ²
A 682	2 460 m ²
A 683	506 m ²
A 684	54 m ²
A 689	5 730 m ²
A 690	16 m ²
A 691	16 480 m ²
A 692	5 980 m ²
A 693p	75 077 m ²
A 694	4 m ²
A 2237	4 795 m ²
A 2385	7 294 m ²
A 2387	11 373 m ²
A 2389	2 624 m ²
A 2390	13 138 m ²
A 2391*	306 m ²

* : la parcelle n°A2391 est recouverte d'une dalle béton. L'article 5 de l'arrêté préfectoral n°1496 du 9 avril 1998 instituant les Servitudes d'Utilité Publique au droit du périmètre clôturé de la décharge précise qu' « en cas d'utilisation ou de vente de cette parcelle, [...] (Saint-Gobain) préviendra l'utilisateur que la destruction de la dalle béton recouvrant cette parcelle, est susceptible de mettre à jour un sol contenant des fibres d'amiante ».

La superficie totale des parcelles concernées par la Servitude d'Utilité Publique (totalité du site à l'exception de la zone de décharge interne faisant déjà l'objet d'une SUP) est égale à 239 614 m².

Au jour de l'instauration des servitudes visées à l'article 2 ci-dessus, le site d'étude est la propriété de la seule Société Saint-Gobain PAM.

Le plan cadastral du site est présenté dans la Figure 3 ci-dessous



ARTICLE 4 : Notification :

Le présent arrêté sera notifié par le préfet de la DROME au maire de la commune d'ANDANCETTE et au propriétaire des parcelles grevées par les servitudes objets du présent arrêté, la société Saint-Gobain PAM des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

ARTICLE 5: Information des tiers :

Cet acte fait l'objet, en vue de l'information des tiers, d'une publication au recueil des actes administratifs du département de la Drôme.

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront annexées au plan local d'urbanisme par le maire d'ANDANCETTE.

Conformément à l'article R.515-31-7 du Code de l'environnement, l'acte instituant les présentes servitudes fera l'objet d'une publicité foncière. Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de l'exploitant de l'installation classée.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente :

- 1°/ Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;
- 2°/ Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

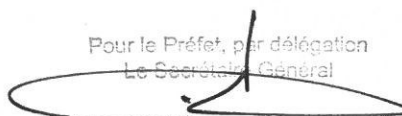
ARTICLE 7 : Exécution :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, Monsieur le maire d'ANDANCETTE et Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie d'ANDANCETTE et à la société Saint-Gobain PAM.

A Valence, le **28 JUIN 2019**

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général



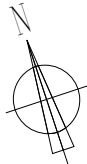
Patrick VIEILLESCAZES

Annexe 3 : Plan masse du projet d'aménagement



Emprise Atelier 1 (inclu. citerne)	5 898 m ²
Emprise extensions Ateliers 2 et 3	10 131 m ²
Plate-forme extensions	2 200 m ²
Voiries légères	2 690 m ²

Voiries lourdes	15 862 m ²
Cheminements piétons + terrasse	170 m ²
Espaces verts (inclu. bassin)	15 365 m ²
Surface parcelle projet	52 316 m ²



AIXAM

Rue des Usines - 26140 ANDANCETTE

lesateliers4+

PLAN MASSE

ECHELLE
1:1000



Références :

